# **Termes de Reference:**

# **Tenue du séminaire régional #PAGOF en Tunisie**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso + Afrique francophone |
| Opérateurs | Expertise France et CFi |
| Directeurs de Projet | Emilie Bècle – Julie Abrivard |
| Email | [Emilie.becle@expertisefrance.fr](mailto:Emilie.becle@expertisefrance.fr) ; [jad@cfi.fr](mailto:jad@cfi.fr) |
| Pays/institution | **Volet Régional – OSC et Administration** |
| Opérateur sur l’activité | **CFI et Expertise France** |
| Activité | **Tenue du séminaire régional #PAGOF en Tunisie** |

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d’Action National 2018-2020, la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l’AFD, le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de développement médias) ce projet d’Assistance Technique, d’une durée de 3 ans, à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire.

L’objectif général du PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias). Le PAGOF vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO (volet régional du projet).

L’activité visée se déroule dans le cadre de ce volet régional. A cet égard, une Conférence Régionale est organisée en Tunisie les 6 et 7 novembre prochain par EF et CFi en lien avec les points focaux tunisiens. Il permettra de rassembler les pays francophones africains autour du Gouvernement Ouvert et d’échanger sur les bonnes pratiques liées au PGO tout en soutenant les Pays qui souhaiteraient y adhérer.

# Description des Objectifs de l’activité

**Ce premier séminaire régional PAGOF envisage de répondre à trois objectifs essentiels :**

1. Valoriser et partager au niveau régional, les bonnes pratiques et expériences réussies de gouvernement ouvert dans les pays déjà membres du PGO et bénéficiaire du #PAGOF que sont la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire et à destination des pays souhaitant adhérer ;
2. Créer une dynamique et un effet d’entrainement des autres pays d’Afrique francophone vers le PGO. Entre autre, il s’agit d’accompagner ces pays d’Afrique francophone dans l’atteinte des critères d’adhésion au PGO, permettant ainsi une présence accrue de ces derniers dans cette initiative.
3. Donner et partager des outils de gouvernement ouvert en langue française qui pourront utilement être complétés et répliqués dans tous les pays.

**Format du séminaire :**

Le Séminaire aura lieu sur deux jours (le 22 et 23 novembre 2018) et sera constituée d’une séance plénière de présentation et de valorisation des bonnes pratiques du Gouvernement Ouvert, et de séances de travail/réflexion, autour de thèmes spécifiques en lien avec les critères d’éligibilité des pays et/ou des engagements clés formulés. Les thèmes spécifiques pressentis portent sur :

* Transparence budgétaire
* Loi d’accès à l’information
* Mise en place de processus de concertation société civile – administration
* comment convaincre son administration/gouvernement  de l’importance du PGO, gouvernement ouvert, données ouvertes etc.

Elle réunira environ 100 personnes issus des pays francophones africains déjà membres du PGO (Tunisie, Maroc, Burkina Faso, Sénégal, Côte d’Ivoire) et ceux aspirant à y adhérer (Guinée, Bénin, Togo, Cameroun, Madagascar, Mali, Tchad, Niger, Mauritanie, etc…) et rassemblera des participants issus de la société civile (dont les médias) et de l’administration. La conférence a également vocation à rassembler les acteurs internationaux du gouvernement ouvert (Support Unit du PGO, AFD, OCDE, IBP, Etalab, Transparency international, etc…)

Le Séminaire devra également favoriser le networking et les discussions informelles entre les participants.

Les frais de déplacement, de logement et les frais de bouche des participants seront pris en charge par le projet.

# Livrables attendus à l’issue du Séminaire

* Guide des bonnes pratiques sur le PGO.